



## CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés :

**La Commune de NOE**,  
représentée par Monsieur le Maire, dûment habilité par délibération du Conseil municipal en date du  
05 juin 2026,  
ci-après dénommée « la Commune »,

ET

**L'Association NOE EN FETE**,  
association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé à Noé, représentée par sa  
Présidente en exercice,  
ci-après dénommée « l'Association »,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses dispositions relatives à  
l'occupation temporaire du domaine public ;

VU la délibération du Conseil municipal n° en date du 05 juin 2026, autorisant Monsieur le Maire à  
signer la présente convention ;

VU la demande présentée par l'association Noé en Fête en date du , relative à l'organisation d'un  
marché nocturne sur le domaine public communal ;

VU les pouvoirs de police du Maire en matière de sécurité, de circulation et d'occupation du domaine  
public ;

CONSIDÉRANT l'intérêt local et l'animation du centre-ville que présente cette manifestation ;

Il a été convenu ce qui suit :

### Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la Commune autorise  
l'Association à occuper temporairement le domaine public communal afin d'organiser un marché

nocturne, qui se tiendra le 20 juin 2026, sur le site suivant : esplanade Abolin et allée des Fontaines à Noé

## **Article 2 – Autorisation d’occupation**

La présente autorisation constitue une autorisation d’occupation temporaire du domaine public, accordée à titre précaire et révocable.

Elle est personnelle, incessible et ne confère aucun droit réel à l’Association sur le domaine public occupé.

## **Article 3 – Obligations de l’association**

L’Association s’engage à :

- assurer l’organisation générale de la manifestation ;
- respecter les règles de sécurité, d’hygiène et de tranquillité publique ;
- obtenir toutes les autorisations administratives nécessaires ;
- veiller au maintien en bon état de propreté des lieux ;
- remettre le site en état à l’issue de la manifestation ;
- souscrire les assurances nécessaires couvrant sa responsabilité civile ainsi que les risques liés à l’événement.

L’Association demeure seule responsable des installations, des exposants et des activités organisées dans le cadre de la manifestation.

## **Article 4 – Modalités financières /Participation des exposants**

La commune fixe la redevance d’occupation du domaine public à 0 € pour la durée de la manifestation « Marché nocturne ».

L’association est autorisée, dans le cadre de l’organisation de la manifestation, à percevoir auprès des exposants une participation financière correspondant aux frais d’installation et de gestion des emplacements.

Cette perception est effectuée sous la responsabilité de l’association, sans que la commune n’encaisse de droits de place pour cette manifestation. »

L’Association assure seule la gestion administrative et financière des participations demandées aux exposants.

## **Article 5 – Redevance d’occupation du domaine public**

La présente autorisation est consentie à titre gratuit compte tenu de l’intérêt local de la manifestation.

## **Article 6 – Sécurité et responsabilité**

L’Association est responsable de l’ensemble des dommages pouvant résulter de l’occupation du domaine public ou de l’organisation de la manifestation.

Elle garantit la Commune contre tout recours ou action pouvant être exercé par des tiers.

La Commune ne pourra être tenue responsable des vols, dégradations ou accidents survenus pendant la manifestation

L’association devra respecter l’ensemble des prescriptions de sécurité, d’accessibilité et d’hygiène applicables aux manifestations publiques.

L’association s’engage à souscrire les assurances nécessaires couvrant l’évènement, les bénévoles, exposants et le public.

## **Article 7 – Durée**

La présente convention est valable uniquement pour la durée de l’évènement concerné.

## **Article 8 – Résiliation**

La Commune pourra retirer la présente autorisation à tout moment pour motif d’intérêt général, de sécurité publique ou en cas de non-respect des obligations prévues par la présente convention, sans indemnité au profit de l’Association.

En cas d’annulation pour force majeure ou intempéries, aucune indemnité ne pourra être réclamée à la Commune.

## **Article 9 – Litiges**

Tout litige relatif à l’exécution ou à l’interprétation de la présente convention relève de la compétence du tribunal administratif territorialement compétent (TA de Toulouse).

Fait à Noé, le \_\_\_\_\_

Pour la Commune de Noé

Pour l’association

Signature :

Signature :